

**Assemblée générale**

Distr. générale  
13 juin 2012  
Français  
Original: espagnol

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-deuxième session,  
16-25 novembre 2011**

**N° 67/2011 (Mexique)**

**Communication adressée au Gouvernement le 9 septembre 2011**

**Concernant: Israel Arzate Meléndez**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques depuis le  
23 mars 1981.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Agissant conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement la communication susmentionnée.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

3. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu à la communication qui lui a été adressée. Il devra donc rendre son avis en se fondant sur les informations communiquées par la source.

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

4. M. Israel Arzate Meléndez, né le 8 mai 1985, de nationalité mexicaine, vendeur de disques, résidant à Ciudad Juárez (État de Chihuahua), a été arrêté le 3 février 2010 à 19 heures au carrefour de la rue Melón et de la rue Centeno, à Ciudad Juárez, par des militaires, alors qu'il rentrait à pied chez lui, de son lieu de travail situé près de la place Coral. Les militaires lui ont demandé s'il s'appelait Carlos Madrigal. Comme il répondait par la négative, il a été embarqué dans une camionnette où on lui a bandé les yeux.

5. Pendant le trajet et dans les locaux du 20<sup>e</sup> régiment de cavalerie motorisée de l'armée où il a été emmené, M. Arzate Meléndez a été battu et soumis à des décharges électriques sur la poitrine et l'abdomen. On l'a déshabillé, on lui a lié les pieds et les mains, on l'a frappé aux jambes et, à plusieurs reprises, on lui a couvert la tête d'un sac plastique, ce qui l'a asphyxié et lui a fait perdre connaissance. Pour justifier son arrestation, on l'a accusé d'être en possession d'une camionnette de type Jeep dont le vol avait été signalé. Un soldat l'a menacé en lui disant que s'il était exécuté sommairement cela n'aurait guère de conséquences pour l'armée et que son épouse pourrait, elle aussi, être arrêtée, violée et exécutée, et que son cadavre serait jeté dans un terrain vague. La famille de M. Arzate Meléndez n'a pas été informée de son arrestation.

6. Vingt-huit heures après avoir été arrêté, le 4 février 2010 à 23 h 45, M. Arzate Meléndez a été présenté au ministère public par les militaires qui ont déclaré – selon la source sans présenter la moindre preuve et de manière mensongère – qu'il avait été arrêté en flagrant délit. Il a ensuite été maintenu illégalement sous la garde des Forces armées dans les locaux de ladite garnison.

7. Le 30 janvier 2010, un homicide multiple, dont les 15 victimes étaient pour la plupart des jeunes, avait eu lieu à Villas de Salvárcar (Ciudad Juárez). Le 5 février 2010, après avoir subi menaces et tortures, M. Arzate Meléndez a reconnu sa culpabilité dans cet homicide au cours de l'enquête. Le ministère public a alors déclaré que son placement en détention était légal.

8. Le lendemain, M. Arzate Meléndez a été présenté aux médias comme l'un des auteurs de la tuerie de Villas de Salvárcar. C'est alors que ses proches ont appris qu'il se trouvait en détention.

9. Le 7 février 2010, une ordonnance de mise en détention provisoire à titre de mesure préventive a été rendue à l'encontre de M. Arzate Meléndez. Il a été inculpé d'homicide qualifié sur 15 personnes et de tentative d'homicide sur 10 autres personnes. Le 10 février,

il a été transféré du centre de réinsertion sociale dans les locaux de la même garnison. Il a alors été inculpé, en son absence, pour le vol d'un véhicule automobile.

10. Le 2 juin 2010, le ministère public a indiqué au juge qu'il abandonnait le chef de vol d'un véhicule, faute de preuve. Or, il s'est inexplicablement rétracté le lendemain. Le recours en *amparo* (recours 97/2011) formé contre le placement en détention a été rejeté le 11 juillet 2011 par le sixième juge de district de l'État de Chihuahua. Le 2 août 2011, un recours en révision contre ce rejet a été formé devant le tribunal collégial du dix-septième Circuit.

11. Le 11 février 2010, la juge des garanties du district judiciaire, M<sup>me</sup> Bravos Anabel Chumacero Corral, a rendu un acte d'inculpation concernant M. Arzate Meléndez, pour homicide sur 15 personnes et tentative d'homicide sur 10 personnes. Elle a également ordonné que l'intéressé soit placé en détention provisoire pendant l'enquête approfondie sur son éventuelle participation à cet homicide multiple, commis le 30 janvier 2010 à Villas de Salvárcar.

12. Selon la source, la juge des garanties n'aurait pas procédé à un examen judiciaire approprié des éléments de preuve présentés contre M. Arzate Meléndez, qui se résumaient à de faux aveux extorqués sous la torture. Pour établir la preuve de la participation de M. Arzate Meléndez aux faits dénoncés, elle s'est bornée à dresser la liste des éléments qui avaient été mentionnés par le ministère public, mais s'est abstenue d'apprécier chacun d'entre eux, de même que les arguments présentés lors de l'audience à l'issue de laquelle elle avait dressé l'acte d'inculpation. À la liste des éléments de preuve à charge, elle a simplement ajouté «fournis par des serviteurs de l'État». Autrement dit, elle s'est contentée, comme dans le système inquisitoire, de se référer à la nature de l'autorité qui était à l'origine des éléments de preuve pour conclure à leur validité, sans s'appuyer sur l'argumentation ni apprécier les éléments de preuve présentés, comme le prescrit le Code de procédure pénale.

13. Face aux griefs concrets de torture formulés par M. Arzate Meléndez, la juge des garanties s'est bornée à répondre qu'«il fallait voir ça avec son avocat». Elle a ainsi fait retomber la charge de la preuve effective de la torture sur celui qui formulait le grief de torture et sur son défenseur. Elle a estimé qu'il était invraisemblable qu'un individu fasse de faux aveux et qu'il était difficile de croire que les militaires aient usé de contrainte. Elle a ainsi validé les faux aveux sans procéder à une analyse exhaustive du dossier de l'enquête. Elle a refusé d'exercer les prérogatives qui étaient les siennes pour déclarer nulles les preuves obtenues au moyen de la violence physique et morale.

14. Conformément à l'article 36 du Code de procédure pénale de l'État de Chihuahua, la reconnaissance de culpabilité étant contestée parce que résultant de la contrainte, la juge ne pouvait pas se contenter d'analyser les arguments présentés par les parties, et elle était tenue de passer en revue le dossier de l'enquête, ce qu'elle n'a pas fait.

15. En réponse à la question de M. Arzate Meléndez qui souhaitait savoir s'il était légal ou non qu'on le fasse sortir la nuit du centre de réinsertion sociale, sans mandat judiciaire, pour l'emmener dans des locaux de l'armée et le soumettre à la torture, la juge s'est contentée de dire que «c'était l'affaire de son défenseur» et n'a décidé d'aucune action concrète pour empêcher de telles irrégularités. Elle n'a pris aucune mesure judiciaire tendant à sauvegarder et à protéger les droits fondamentaux de l'inculpé ou à garantir la nullité de la preuve illégale.

16. Le recours en *amparo* (recours 94/2011) formé contre le placement en détention qui avait fait suite à l'inculpation pour participation à l'homicide multiple de Villas de Salvárcar a été rejeté le 19 mai 2011 par le neuvième juge de district de l'État de Chihuahua, Carlos Carmona García. Le juge a tenu le même raisonnement formaliste que la juge des garanties de l'État, privant ainsi M. Arzate Meléndez d'un recours utile, simple et

approprié pour se défendre contre les abus commis par les autorités militaires. Le recours en *amparo* était fondé sur la violation des garanties de l'intéressé à une procédure équitable due à un examen lacunaire des éléments de preuve par l'autorité judiciaire.

17. Le juge de district a privilégié des preuves préétablies par le ministère public, sans tenir compte du fait que, dans un système de procédure pénale accusatoire, seules doivent être prises en compte les dépositions faites devant une autorité judiciaire et, plus particulièrement, le résultat du débat oral, dans lequel, en l'espèce, l'élément de preuve constitué par l'aveu avait été clairement contesté. Le juge a de plus estimé que le droit à la défense avait été garanti par le simple fait que la juge a renvoyé l'affaire aux défenseurs publics. Il a fait valoir que le fait de formuler un aveu dans des locaux militaires ne signifiait pas que cet aveu était invraisemblable ou illégal. Un recours en révision devant le tribunal collégial mentionné plus haut a été formé contre le rejet de l'*amparo*, le 2 juin 2011.

18. La source dénonce diverses irrégularités dans les procédures engagées contre M. Arzate Meléndez:

a) M. Arzate Meléndez n'était pas présent à l'audience au cours de laquelle la juge a rendu l'acte d'inculpation pour recel d'un véhicule automobile volé;

b) Il a été transféré illégalement du centre de réinsertion sociale dans les installations militaires, où il a été soumis à des tortures et à des vexations;

c) M. Arzate Meléndez et son coïnculpé, José Dolores Arroyo Chavarría ont tous deux formulé des griefs de torture devant la juge Anabel Chumacero Corral qui a refusé d'y répondre, de vérifier les lésions et de demander des comptes au ministère public, comme il était de son devoir;

d) Alors que M. Arzate Meléndez était déjà depuis plus d'un an en détention provisoire, l'autorité judiciaire a prononcé à son encontre une mesure d'*arraigo* illégale pour trois mois supplémentaires;

e) Les avocats commis d'office à la défense de M. Arzate Meléndez ne se sont pas entretenus avec lui; ils n'ont pas pris la parole en audience et ne l'ont conseillé à aucun moment. Ils n'ont pas non plus étayé la plainte pour torture que M. Arzate Meléndez avait soumise à la juge ni présenté d'éléments de preuve à ce sujet. Dans aucune des deux procédures, ils n'ont formé de recours contre des décisions judiciaires illégales ou arbitraires.

19. Le 31 août 2011, la Commission nationale des droits de l'homme du Mexique a formulé sa Recommandation n° 49/2011, dans laquelle elle a confirmé les tortures présumées infligées à M. Arzate Meléndez, son transfert illégal du centre de réinsertion sociale dans les locaux du 20<sup>e</sup> régiment de cavalerie motorisée alors qu'il avait déjà été mis à la disposition de la juge, et sa détention illégale dans ces locaux de l'armée. Elle a pu constater que l'intéressé présentait une vaste zone de brûlures dues à des décharges électriques sur la face postérieure du thorax, une autre zone importante de brûlures allant de la région intraclaviculaire droite à l'hypocondre droit et 12 brûlures dans la région pubienne, ainsi qu'une vaste zone de contusions sur les deux jambes. Toutefois, la Commission ne s'est pas prononcée sur le caractère arbitraire de la détention de M. Arzate Meléndez.

20. La source estime que le défaut d'efficacité des recherches sur l'homicide multiple de Villas de Salvárcar a eu pour résultat d'amener l'intéressé à faire des aveux en recourant à la pratique de la détention arbitraire et de la torture. Elle dénonce également le fait que des militaires ont participé à l'arrestation de civils, les ont placés au secret dans des installations militaires et les ont soumis à des tortures. Selon la source, pendant qu'on arrête et qu'on

torture illégalement des innocents, on s'abstient de punir les véritables coupables de faits délictueux, ce qui entraîne une revictimisation des personnes lésées et favorise l'impunité.

21. Selon la source, la détention de M. Arzate Meléndez est arbitraire car son droit à un procès équitable et à l'égalité des armes entre l'accusation et la défense n'a pas été respecté.

22. La source conclut que cette affaire montre que le système de procédure accusatoire n'est pas respecté et qu'il est manipulé dans l'État de Chihuahua, sans compter les abus commis par l'armée, le recours à la torture et les détentions arbitraires, le tout entraînant une généralisation de l'impunité.

23. La source a exprimé ses craintes pour la vie et l'intégrité physique et psychique de M. Arzate Meléndez, qui se trouve actuellement en détention au régime de l'*arraigo* dans les locaux d'une ancienne école publique de la police.

#### *Réponse du Gouvernement*

24. Le Gouvernement avait annoncé qu'il demanderait un délai supplémentaire pour répondre aux griefs de la source qui lui avaient été transmis par le Groupe de travail, mais il ne l'a pas fait. En tout état de cause, le Groupe de travail n'aurait pas pu accepter la demande car le délai fixé dans ses méthodes de travail était échu le 9 novembre 2011. Aucun motif conforme aux méthodes de travail n'a été présenté. Le Gouvernement n'ayant pas répondu, le Groupe de travail doit rendre son avis sur la privation de liberté de M. Israel Arzate.

#### **Délibération**

25. Dans les informations reçues de la source, il est dit que M. Israel Arzate Meléndez a été arrêté dans la rue par des militaires, dans la ville où il est domicilié, avant d'être emmené dans une garnison militaire et que, tant sur le trajet que dans les locaux de la garnison, il a été torturé et forcé de se déclarer coupable du massacre de 15 personnes et d'une tentative d'homicide sur 10 autres personnes. Il semblerait qu'il y ait eu confusion avec un certain Carlos Madrigal. L'intéressé a également été accusé du vol d'un véhicule. Après qu'on lui avait extorqué des aveux, il a été présenté au ministère public qui a accepté les aveux comme éléments de preuve, ce qu'a également fait la juge chargée de l'instruction. Selon les militaires, l'arrestation a été effectuée sans mandat d'arrêt parce que M. Arzate Meléndez avait été pris en flagrant délit.

26. La famille de M. Arzate Meléndez n'a appris que celui-ci était privé de liberté que quand son inculpation a été annoncée dans la presse locale de Ciudad Juárez. À la suite de ses aveux, l'intéressé a été placé en détention provisoire et inculqué des massacres et du vol ci-dessus mentionnés, puis a été transféré dans un centre de réinsertion sociale.

27. La juge des garanties chargée de l'affaire, Bravos Anabel Chumacero Corral, a rendu un acte d'inculpation sans avoir étudié le dossier à fond et a rejeté les griefs de torture qu'elle était tenue d'examiner, au motif que c'était le problème de l'avocat de la défense et pas le sien. Qui plus est, lorsque la défense de M. Arzate Meléndez a dénoncé le fait que la nuit son client était emmené illégalement et sans mandat judiciaire du centre de réinsertion sociale dans les locaux de l'armée où il était torturé, elle a soutenu que la question n'était pas de son ressort.

28. Le recours en *amparo* formé par la défense a été rejeté sans être vraiment examiné par le juge compétent, dont la décision a été confirmée par le tribunal collégial supérieur. M. Arzate Meléndez n'a donc pas eu droit à un recours utile pour retrouver sa liberté et avoir accès à une procédure équitable comme le lui garantissent l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et le paragraphe 3 de l'article 2 et le paragraphe 4 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

29. En ce qui concerne le chef de vol de véhicule, le ministère public l'a présenté puis l'a retiré, faute de preuve, pour le présenter de nouveau car c'était le seul moyen pour lui de justifier le flagrant délit et de donner au placement en détention une certaine forme de légalité, ce qui révèle le manque de sérieux de l'ensemble de la procédure.

30. D'après les militaires qui ont procédé à l'arrestation, le ministère public et la juge, M. Arzate Meléndez a été appréhendé en flagrant délit, fait invraisemblable puisqu'il a été arrêté dans la rue alors qu'il se rendait de son lieu de travail à son domicile, le 3 février. Il a été inculqué d'homicide multiple et d'une tentative d'homicide qui s'étaient produits le 30 janvier. La description du flagrant délit qui figure dans le Code pénal ne permet pas de considérer que cette arrestation s'est produite dans des circonstances de flagrant délit.

31. Face à l'absence d'éléments de preuve réels et à la faiblesse de certains autres éléments, et après plus d'un an de détention provisoire, l'autorité judiciaire a recouru à une procédure qui a été considérée arbitraire et contraire au droit international des droits de l'homme par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des magistrats, le Conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'Examen périodique universel du Mexique, ainsi qu'une grande partie des organisations mexicaines de défense des droits de l'homme. Cette procédure est celle de l'*arraigo*, c'est-à-dire la privation de liberté dans des lieux conçus à cet effet, qu'un juge peut ordonner à la demande du ministère public, afin de réunir des renseignements pour faire la lumière sur une infraction. L'*arraigo* figurait à l'origine dans de simples textes de loi sur la délinquance organisée mais, face aux critiques fondées sur son caractère inconstitutionnel qui remettaient en cause son existence même, sans compter l'usage abusif qui en était fait, il a été décidé en 2008 de l'inscrire dans la Constitution.

32. S'il pouvait y avoir le moindre doute sur la véracité des dires de M. Arzate Meléndez et, particulièrement, sur ses griefs de torture, les termes énergiques de la Recommandation n° 49/2011 de la Commission nationale des droits de l'homme du Mexique le dissiperaient. La Commission y reprend les allégations de Arzate Meléndez au sujet des tortures et de son transfert nocturne illégal dans des installations militaires, sans autorisation de la juge; elle corrobore également les brûlures provoquées par des décharges électriques sur la face postérieure du thorax, de la région intraclaviculaire droite à l'hypocondre droit, et dans la région pubienne, ainsi que des contusions sur les deux jambes.

33. Par ailleurs, les homicides dont il est question et dont M. Arzate Meléndez a été accusé restent impunis.

34. Outre les irrégularités de procédure déjà mentionnées, M. Arzate Meléndez n'a pas bénéficié d'un jugement équitable. Ni la juge des garanties ni le tribunal collégial supérieur n'ont agi avec l'indépendance et l'impartialité qu'exige leur charge lorsqu'ils ont décidé la privation de liberté et le maintien en détention. De même, l'audience au cours de laquelle a été formulé l'acte d'inculpation pour le prétendu vol d'un véhicule s'est déroulée en l'absence de l'inculpé, qui n'a donc pas été entendu publiquement et équitablement par un tribunal indépendant et impartial appelé à décider, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre lui, comme le prescrivent l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

35. M. Arzate Meléndez a aussi été privé de son droit de ne pas être soumis à la torture et a été forcé de témoigner contre lui-même et de s'avouer coupable, contrairement aux dispositions de l'article 7 et de l'alinéa g du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte.

36. M. Arzate Meléndez n'a pas été défendu par un avocat de son choix, comme le prévoit l'alinéa d du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, mais par des avocats commis

d'office qui n'ont pas dénoncé les tortures qu'il avait subies, qui n'ont pas pris la parole durant les audiences et qui n'ont pas formé de recours pour contester les irrégularités dénoncées.

### **Avis du Groupe de travail**

37. À la lumière de ce qui précède, considérant que les violations des dispositions du droit international relatives au droit à une procédure régulière et à un procès équitable sont d'une gravité telle qu'elles confèrent à la privation de liberté un caractère arbitraire, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

- a) La privation de liberté de M. Israel Arzate Meléndez est arbitraire en ce qu'elle viole les droits de l'homme consacrés aux articles 3, 7, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'elle est contraire au paragraphe 3 de l'article 2 et aux articles 3, 7, 9, 10 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève de la catégorie III des méthodes de travail du Groupe de travail;
- b) En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement des États-Unis du Mexique de procéder à la libération immédiate de M. Arzate Meléndez;
- c) Il demande également au Gouvernement d'ordonner une enquête exhaustive, indépendante et impartiale au sujet des griefs de torture de M. Arzate Meléndez;
- d) Il demande également au Gouvernement d'accorder à M. Arzate Meléndez une réparation pleine et proportionnée pour les dommages et préjudices subis;
- e) Il demande au Gouvernement d'abroger les dispositions constitutionnelles et légales qui prévoient l'institution de l'*arraigo*, comme le lui demandent le Groupe de travail depuis 2002<sup>1</sup>; la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats<sup>2</sup>; le Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'Examen périodique universel du Mexique<sup>3</sup>; et la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Il demande également au Gouvernement de proposer que les normes juridiques relatives au flagrant délit soient précisées afin d'en prévenir l'usage abusif, qui a été constaté par le Groupe de travail en l'espèce et dans d'autres affaires;
- f) Il demande aussi au Gouvernement de supprimer le pouvoir octroyé aux Forces armées de participer à l'enquête et aux poursuites pour faits délictueux, et de leur interdire de procéder à l'appréhension, à l'arrestation et au placement en détention de civils car elles n'ont pas de fonctions policières et ne doivent pas en avoir;
- g) Il invite le Gouvernement à poursuivre sa coopération avec le Groupe de travail, en lui donnant toutes informations nécessaires à la réalisation de son mandat.

[Adopté le 24 novembre 2011]

<sup>1</sup> Voir Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant sa visite au Mexique (E/CN.4/2003/8/Add.3).

<sup>2</sup> Voir Rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats sur sa mission au Mexique (A/HRC/17/30/Add.3).

<sup>3</sup> Voir A/HRC/11/27.